



Révélateur de valeurs

RAPPORT ANNUEL 2015



RAPPORT ANNUEL 2015



Révéléateur de valeurs

LA BRM EN QUELQUES MOTS

Première banque dans l'UEMOA spécialisée dans l'intermédiation financière par les titres

Spécialiste des métiers de banque de marchés et d'affaires

Intermédiaire sous-régional sur les opérations sur titres et de marchés

Plus de 9 000 milliards de FCFA d'opérations intermédiées depuis son existence

Une équipe jeune et dynamique contribuant à l'innovation permanente dans nos produits et services

Savoir-faire et professionnalisme de l'équipe assurant à nos clients les produits financiers les mieux élaborés et offrant des rendements supérieurs

Pôles de spécialisation

Banque de marchés

Banque d'affaires

Gestion d'actifs

SOMMAIRE

Chiffres Clés	6
Composition du Conseil	7
Message du Président	9
Gouvernement d'Entreprise	10
L'Activité de la Banque	14
Rapport des Commissaires aux Comptes	20
États Financiers résumés	23
Règles et Méthodes Comptables	27
Notes sur les États Financiers	30

CHIFFRES CLÉS

(exprimés en millions de FCFA sauf indication contraire)

(au 31 Décembre 2015)

	2015	2014	Variation en %
Total Bilan	293 900	251 729	16,8%
Produit net bancaire	10 826	10 574	2,4%
Capitaux propres	26 425	21 688	22%
Résultat net	5 537	3 795	45,8%
Dividende distribué	2 822	2 100	34%
Rentabilité des capitaux propres (%)	23,5	20,6	
Rentabilités des actifs (%)	1.88	1.51	
Ratio Cooke (%)	49,6	43	
Effectif	65	54	

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

(au 31 Décembre 2015)

Président
Mansour CAMA

Administrateurs
Mor ADJ
Eric BIO
Alioune CAMARA
Assane DIOP
Raymond FAYE
Felix SANCHEZ
Souleymane NIANE
Assane SOUMARE

Commissaires aux Comptes
Cabinet Aziz Dièye
Cabinet Mazars

Siège Social
Immeuble la Rotonde, Rue Dr. Theze x Assane Ndoye
BP 32040 Dakar, Ponty

Site Web
www.brmbank.com



MESSAGE DU PRÉSIDENT



« Le rebond ! »

Chers Actionnaires,

+46% ! C'est le rebond du résultat net 2015 de la BRM, qui dépasse largement les attentes et fait beaucoup de bien au moral.

En effet, après la baisse de l'année, votre banque a accompli un résultat net de 5 537 millions de FCFA contre 3 795 millions de FCFA en 2014. Dans son sillage, le total bilan a connu une progression de 17%, frôlant les 300 milliards de FCFA avec des ratios financiers et réglementaires en nette amélioration.

C'est de bon augure pour cette année 2016 qui verra, dans quelques mois, l'ouverture de nos succursales en Côte d'Ivoire et au Niger. Deux nouveaux challenges qui nous osons l'espérer, apporteront à la BRM de nouveaux atouts.

C'est le lieu de nous réjouir de la confiance et du soutien que vous continuez à apporter à votre banque au travers des augmentations de capital réalisées avec brio. Nous savons d'ores et déjà que nous pouvons compter sur vous pour relever les défis à venir, notamment le relèvement du capital social à 10 milliards et la construction du siège de la banque qui vont exiger également des efforts à nouveau.

Dans l'intervalle, fort de la progression des résultats, le Conseil d'administration propose au titre de l'exercice fiscal 2015, un dividende en hausse de 4 000 FCFA par action à 34 000 FCFA l'unité pour un montant global de 2 822 millions de FCFA.

Une fois de plus, pour votre compte, le Conseil d'administration se plaît à adresser les félicitations et encouragements à la Direction générale et à l'ensemble du personnel pour la qualité du travail accompli.

Mansour CAMA

GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Compétences du Conseil

Les attributions du Conseil d'Administration ainsi que les conditions d'exercice de la fonction d'administrateur au sein des établissements de crédit sont régies par les dispositions de l'OHADA relatives aux sociétés anonymes avec conseil d'administration, les statuts de la société et la loi bancaire applicable aux banques et établissements financiers de l'UEMOA.

Les compétences du Conseil portent essentiellement sur :

- la définition des objectifs et de l'orientation stratégique de la société ;
- le contrôle de la gestion courante assurée par le Directeur Général ;
- l'arrêté des comptes de la société et de façon générale sur tous les actes d'administration et même de disposition qui ne sont pas expressément réservés à l'assemblée générale par la loi et par les statuts de la société.

Le Président du Conseil d'administration préside les réunions du Conseil et les Assemblées générales des actionnaires. Il veille aussi au contrôle adéquat par le Conseil d'administration de la gestion de la société.

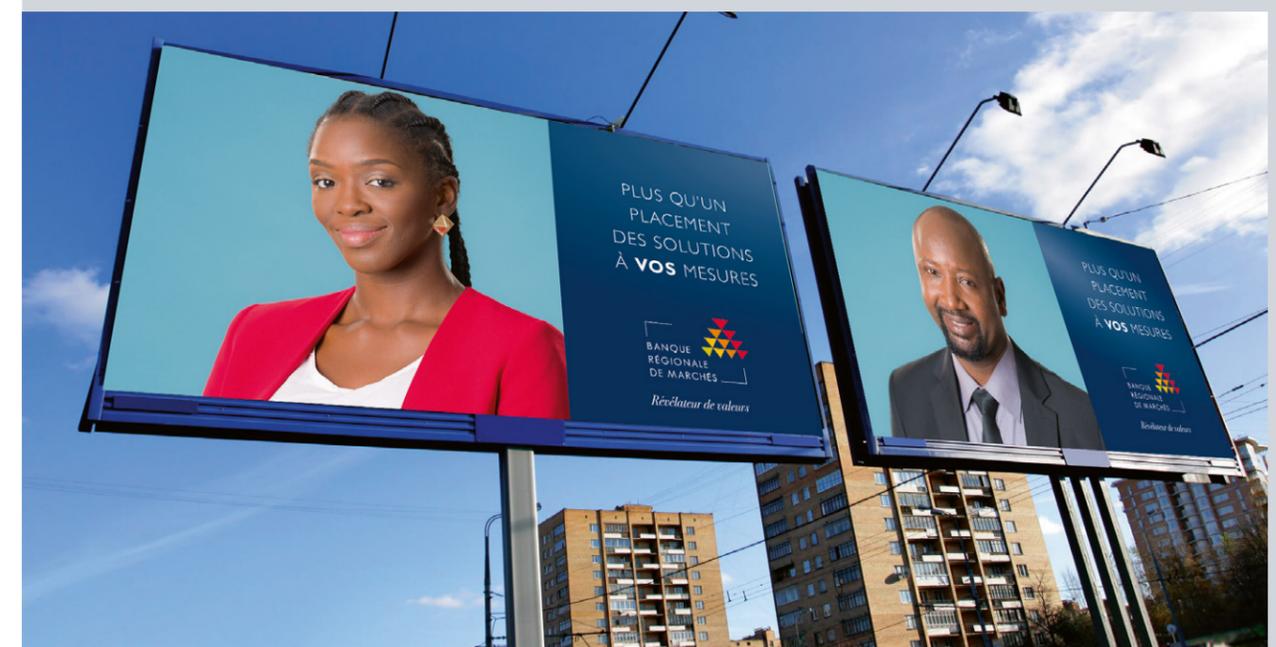
Au cours de l'année 2015, le Conseil s'est réuni quatre fois pour examiner les affaires de la société et prendre les décisions qui relèvent de sa compétence.

Composition du Conseil

La composition du Conseil d'administration n'a subi aucune modification au cours de l'année 2015.

Mandat d'administrateurs

Aucun mandat d'administrateur n'arrive à expiration au terme de l'Assemblée générale statuant pour les comptes de l'exercice 2015.



Fonctionnement du Conseil

Afin d'exercer de façon efficace son rôle et d'aller plus en profondeur dans l'étude de certaines questions, le Conseil a créé en son sein des Comités permanents à qui il a délégué certaines attributions.

La composition des deux Comités en place est la suivante:

- Le Comité Risque et Investissement

Mor ADJ
Alioune CAMARA
Eric BIO
Mansour CAMA
Assane DIOP
Raymond FAYE

- Le Comité des Ressources Humaines, d'Audit et de Gouvernance

Félix SANCHEZ
Souleymane NIANE
Raymond FAYE
Mansour CAMA
Assane DIOP
Alioune CAMARA

Décisions du Conseil d'Administration

Outre les décisions relatives au suivi de l'activité courante présenté régulièrement par le Directeur général, le Conseil a fixé les modalités de la mise en œuvre de la dernière augmentation de capital décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire en Mai 2015. Il a aussi autorisé la construction du nouveau siège social de la banque, approuvé son mode de financement tel que proposé par le Directeur général et supervisé l'ouverture des succursales à Abidjan et Niamey consécutivement aux agréments donnés par l'autorité de tutelle.

Arrêté des Comptes

Dans le cadre de la mission qui lui est dévolue, le Conseil d'Administration a arrêté, au cours de sa session du 20 Avril 2016, les comptes de l'exercice 2015 de la Banque Régionale de Marchés (BRM), en conformité avec les lois en vigueur au Sénégal et les dispositions du Plan Comptable Bancaire applicable aux banques et établissements financiers de l'UEMOA.



RAPPORT FINANCIER DU CONSEIL

Situation financière au 31/12/2015

Il ressort des États financiers de l'exercice 2015, les points essentiels ci-après.

Total du bilan de la Banque

Le Total du bilan de la Banque au 31/12/2015 s'établit à **293 900 395 495 FCFA** contre 251 729 157 889 FCFA un an auparavant, soit une croissance de plus de 42 milliards de francs CFA (+17%).

Les éléments d'actif du bilan se décomposent essentiellement de la façon suivante:

- les opérations sur titres qui comptent pour 133 520 455 059 FCFA soit 45% du total de l'actif en hausse de 16% par rapport au 31/12/2014 ;
- les opérations avec la clientèle représentant 132 958 223 541 FCFA ont connu une hausse de 22% par rapport au 31/12/2014 et pèsent 45% de l'actif ;
- les opérations de trésorerie et interbancaires se chiffrent à 10 710 869 583 FCFA en recul de 47% et représentent 4% du total de l'actif.

Au niveau du passif, le bilan est ainsi structuré :

- les opérations interbancaires comptent pour 158 164 654 957 FCFA en hausse de 16% par rapport au 31/12/2014 et représentent 54% du passif ;
- les dépôts de la clientèle s'élèvent à 98 220 990 213 FCFA, soit une progression de 15% et un poids de 33% du total passif ;
- les comptes d'ordre et divers en hausse de 86% se chiffrent à 7 896 193 619 FCFA ou 3% du total

En ce qui concerne le compte de résultat, le résultat net de l'exercice 2015 s'établit à + 5 536 514 921 FCFA contre un résultat bénéficiaire de 3 794 553 355 FCFA au 31/12/2014, soit une hausse de 46%.

Formation du résultat de l'exercice

- le montant total des charges se chiffrant à 21 092 822 567 FCFA, est composé principalement des rubriques suivantes : intérêts et charges assimilées pour 8 545 554 026 FCFA, charges sur opérations financières pour 801 159 168 FCFA, frais généraux d'exploitation pour 4 552 343 987 FCFA, provisions sur créances en souffrance pour 1 428 128 888 FCFA ;
- Les produits bancaires sont essentiellement composés par ordre d'importance par les produits sur les opérations financières pour 8 392 670 617 FCFA, les intérêts et produits assimilés pour 8 539 517 359 FCFA et les commissions pour 3 294 940 639 FCFA.

Respect de la Réglementation bancaire

Au titre de la réglementation prudentielle au 31/12/2015, les fonds propres effectifs s'établissent à 21 193 millions FCFA, par rapport à une limite minimale de 5 000 millions FCFA, compte non tenu du résultat de l'exercice. Les ratios réglementaires sont respectés en dehors de celui du contrôle des participations.

APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE 2015 ET AFFECTATION DU RÉSULTAT



Les états financiers de la BRM pour l'exercice clos en 2015 ont été analysés et présentés de façon détaillée dans ce rapport de gestion.

Ils font ressortir un résultat net comptable excédentaire de 5 536 514 921 FCFA.

Après constitution de la réserve légale de 15%, soit 830 477 238 FCFA, le résultat en instance d'affectation s'élève à 4 706 037 683 FCFA.

Le Conseil propose à l'Assemblée, d'approuver une distribution de dividende pour un montant de 2 822 000 000 FCFA et l'affectation en report à nouveau du solde de 1 884 037 683 FCFA dans le but de consolider les fonds propres.

Ainsi, le dividende brut par action s'établirait à 34 000 FCFA et après précompte de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières (IRVM) au taux de 10%, le dividende net ressortirait à 30 600 FCFA.

Au titre des missions que les actionnaires de la banque leur ont confiées, les Commissaires aux Comptes de la société ont vérifié les comptes de la société et rédigé à votre attention, leurs rapports tant général que spécial.

Ces rapports vous seront présentés au cours de la présente Assemblée Générale.

Le Conseil souhaiterait qu'il plaise à l'Assemblée d'approuver les comptes de l'exercice clos ainsi que l'affectation du résultat et de lui donner quitus en entier et sans réserve au titre dudit exercice.

Au terme de ce Rapport, le Conseil d'Administration voudrait encore une fois réitérer ses remerciements aux Actionnaires de la banque pour leur confiance renouvelée et adresser ses encouragements à l'ensemble du personnel pour le niveau de performance atteint par la BRM en quelques années d'existence.



L'ACTIVITÉ DE LA BANQUE

L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER EN 2015

CONTEXTE INTERNATIONAL

En 2015, l'activité économique mondiale est restée modérée avec une croissance estimée à 3,1% contre 3,3% l'année précédente. La croissance des économies émergentes a représenté plus de 70% de la croissance mondiale tandis que les économies avancées ont connu une reprise modeste. Au cours de l'année, trois facteurs clés ont influencé l'évolution des marchés mondiaux qui sont le ralentissement progressif de l'activité économique en Chine qui connaît des transformations structurelles internes traduites par une baisse de la production industrielle et des exportations, la baisse des cours des matières premières et notamment du pétrole, et le resserrement progressif de la politique monétaire aux États-Unis qui s'explique par la vigueur de la reprise américaine confirmée au troisième trimestre.

Aux États-Unis, la croissance a été soutenue par l'investissement intérieur, une amélioration du marché du travail, une hausse du pouvoir d'achat des ménages et un accroissement de la consommation intérieure. Alors que le secteur de l'immobilier a bénéficié pleinement de la reprise américaine, avec une contribution forte au PIB réel, l'industrie a enregistré sa régression la plus importante depuis mars 2012 en raison de la chute des cours pétroliers et le niveau anormalement élevé du dollar. Sur le marché du travail, l'emploi a connu une croissance vigoureuse poussant le taux de chô-

mage à 5% à la clôture de 2015, soit une baisse de plus de 1% par rapport à l'année précédente.

Depuis la crise financière mondiale de 2008, la zone euro connaît des difficultés majeures pour renouer avec le niveau de croissance d'antan. Le taux de croissance annuel pour l'année 2015 devrait s'établir à 1,5% contre 0,9% en 2014 témoignant d'une légère amélioration de l'activité économique. Cependant, le taux de chômage cumulé de la zone continue d'être une préoccupation majeure et devrait s'afficher à près de 11% à la fin 2015.

Face à une croissance obstinément morose et une inflation désespérément basse, la Banque Centrale Européenne a décidé de maintenir ses taux directeurs proche de 0% et son programme d'achat de dettes publiques et privées fixé à 60 milliards d'euro par mois jusqu'en Septembre 2016.

Les économies de la Russie et des pays de la Communauté des États indépendants (CEI) devraient se contracter en 2015 avant une certaine stabilisation attendue en 2016. La Russie a été fortement affectée par la baisse des cours du pétrole et par les sanctions de la communauté internationale relatives aux tensions géopolitiques en Ukraine et en Syrie.

La croissance en Asie a été principalement tirée par l'économie chinoise qui devrait croître de 6,8% en 2015, malgré les récentes turbulences du marché financier et le changement du régime de taux de change qui ne devraient pas avoir un impact significatif sur la croissance à court terme. Au Japon, la croissance atteindra 0,6% en 2015, soutenue par une reprise de la consommation interne, ainsi

qu'une amélioration modeste des investissements et exportations. En Inde, la reprise économique en cours devrait être soutenue par les prix du pétrole et une forte demande intérieure, entraînant une croissance du PIB de 7,3% en 2015.

L'Amérique Latine a été fortement déstabilisée par la dépréciation des matières premières qui sont un des moteurs fondamentaux de sa croissance. Le Venezuela, dont l'économie dépend entièrement des recettes pétrolières, a été le pays le plus affecté de la zone avec une baisse du PIB estimé à environ 8% en 2015. Au Brésil, la faiblesse des investissements et de la production industrielle, a conduit à un recul du PIB de 3,7%.

L'activité économique de l'Afrique subsaharienne a nettement ralenti avec une croissance estimée à 3,8% en 2015 contre plus de 5% l'année précédente. Dans la plupart des pays à faible revenu, la croissance économique s'est maintenue grâce à la poursuite des investissements en infrastructure et à la vigueur persistante de la consommation privée. Des pays comme la République démocratique du Congo, la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie, le Mozambique et la Tanzanie devraient enregistrer une croissance économique d'au moins 7%. Inversement, les pays exportateurs de pétrole de la région tels que le Nigéria et l'Angola ressentent durement la faiblesse persistante des cours du pétrole. La baisse des recettes d'exportation et les ajustements budgétaires sensibles qui en résultent devraient peser sur l'activité, abaissant les prévisions de croissance à 3,5% cette année contre 7% projetés avant la chute des cours du pétrole.

MATIÈRES PREMIÈRES

En 2015, le cours de « l'or noir » a atteint son niveau le plus bas depuis février 2009 avec une perte de 37% de sa valeur sur le West Texas Interme-

diante (WTI) et de 42% sur le Brent. Cette chute libre des cours a eu des incidences néfastes sur l'industrie du pétrole qui a perdu USD 1,4 milliard de revenus réduisant significativement les capacités d'investissement des compagnies pétrolières et les recettes des pays exportateurs. Les prix du gaz naturel et du charbon ont reculé de 9% et 15% respectivement sur la même période, causé par la baisse des importations chinoises et indiennes.

Les prix des produits agricoles se sont également fortement dépréciés au cours de l'année avec une chute des prix du maïs de 5%, du blé de 12%, du café de 26%, du sucre de 12% et du coton de plus de 5%.

Les métaux précieux ne sont pas restés à l'écart de la tendance baissière observée sur les autres matières premières. Les cours de l'or et de l'argent ont réalisé des chutes respectives de 11% et 12% sur 2015 à 1 060\$ et 13,85\$ respectivement à fin décembre.

CHANGES

Le recul des prix des produits de base s'est traduit par une forte dépréciation de la monnaie de nombreux pays exportateurs. La volatilité des taux de change a particulièrement augmenté, après la dévaluation du renminbi par les autorités chinoises.

Après un rallye baissier observé au premier trimestre de l'année avec une perte de 12,5% de sa valeur entre janvier et mars 2015, l'euro s'est ensuite raffermi contre le dollar US avant de sombrer de nouveau à la fin de l'année sous l'effet conjugué des politiques monétaires européenne et américaine.

Face à la détérioration marquée des termes de l'échange et à la forte tendance à la hausse du dollar, la plupart des pays d'Afrique sub-saharienne a subi une dépréciation de leur monnaie. C'est le

cas en particulier des pays exportateurs de pétrole dont les monnaies ne sont pas rattachées à l'euro, telles le kwanza angolais et le naira nigérian qui ont perdu respectivement 26% et 17% de leur valeur par rapport au dollar depuis octobre 2015.

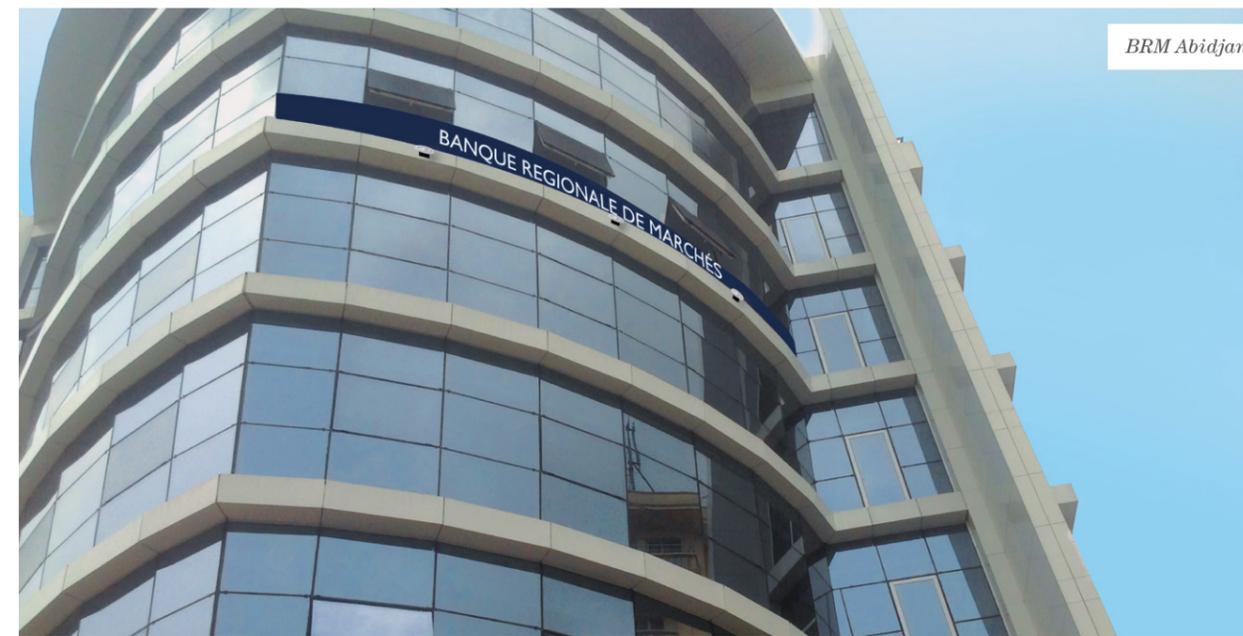
CONTEXTES RÉGIONAL ET NATIONAL

Dans l'UEMOA, la croissance a été significative, et l'inflation modérée, avec un taux de croissance estimé à un plus de 7% en 2015, porté par la reprise soutenue en Côte d'Ivoire et une campagne agricole encourageante dans de nombreux pays. La hausse des investissements dans l'infrastructure devrait également stimuler l'activité économique. Les conséquences de l'épidémie du virus Ébola sur la croissance, bien que considérables en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone, ont été minimales dans les pays de l'UEMOA.

La situation sécuritaire et politique reste cependant fragile, avec la menace terroriste qui affecte la zone et qui pourrait décourager les investissements internationaux. Les élections imminentes dans plusieurs pays (Togo, Bénin, Burkina Faso) pourraient également raviver les tensions politiques.

Au plan national, l'activité économique s'est renforcée au cours de l'année 2015, en raison de la bonne performance des secteurs de l'industrie et des services. Ces évolutions reflètent principalement la mise en oeuvre initiale du Plan Sénégal Emergent (PSE), le commerce renforcé avec le Mali, et la chute des prix du pétrole qui diminuent les coûts de productions. Du fait d'une pluviométrie favorable, l'agriculture devrait faire mieux que prévu et permettre une croissance du PIB de plus de 6%.

Les projections de l'inflation annuelle sont entre -0,5 et 1%. La balance commerciale devrait s'améliorer à fin 2015 avec des exportations en croissance et des importations en baisse, engendrant une amélioration des termes de l'échange de 6,1%. Ces importations sont principalement composées de produits intermédiaires et d'équipements. Les envois de fonds de la diaspora devraient atteindre environ 12% du PIB en 2015, grâce notamment au développement rapide des plateformes de transfert d'argent. L'investissement direct étranger reste faible par rapport à d'autres pays en développement, mais devrait augmenter à 2,4% du PIB en 2015, en partie à cause des investissements chinois au Sénégal et une probable injection de capital dans l'industrie du phosphate.



BRM Abidjan

LES ACTIVITÉS DE LA BANQUE EN 2015

OPÉRATIONS ET STRATÉGIE EN COMPTE PROPRE

L'année 2015 a connu une évolution assez contrastée concernant le financement du commerce extérieur. En effet, l'instauration de quotas d'importations de denrées alimentaires particulièrement le riz, a eu pour effet de réguler les prix en éliminant les importations « sauvages » qui créaient beaucoup d'instabilité dans le marché.

Toutefois, les mesures consistant à une importation immédiate des besoins sur plusieurs mois, ont eu pour effet d'augmenter sévèrement les coûts de stockage et d'exercer une forte pression sur les devises nécessaires aux paiements des fournisseurs. En dépit de ces inconvénients, la banque a su tirer son épingle du jeu et s'approprier une part importante dans le financement du commerce extérieur, renforçant ainsi la contribution de ce dernier dans la répartition de son résultat.

Le marché primaire des titres d'Etats quant à lui, a poursuivi son expansion en 2015. Les volumes d'émissions ont connu une légère hausse de 2,4% en 2015. L'appétit des États pour les obligations continue de croître, traduit par la hausse de 28% des émissions obligataires, contrairement aux émissions de bons qui ont subi une baisse de 21%.

Le Burkina et le Togo ont été les pays les plus fréquents sur l'émission des bons avec six (6) émissions, chacun pour des montants respectifs de 212 et 192 milliards sur un total régional de 1 127 milliards.

Quant aux obligations, le Sénégal arrive en tête avec dix (10) émissions, suivi par le Bénin et le Mali respectivement neuf (9) et huit (8) émissions, levant à eux seuls 1 077 milliards sur un ensemble de 1 707 milliards. La Côte d'Ivoire, le Burkina et le Niger par contre ont été moins réguliers sur les émissions obligataires.

Les activités de marchés monétaires et interbancaires (prêts/emprunts, pensions livrées, cessions/achat de titres) se sont inscrites en hausse de près de 38% avec des volumes de transactions de 2 482 milliards en 2015 contre 1 796 milliards en 2014.

En 2015, le volume des opérations en devises est de 263 milliards, soit une évolution de 54% comparativement à 2014.





RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 15 mai 2014, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2015 sur :

- le fonctionnement des organes sociaux et du contrôle interne ;
- le contrôle des comptes annuels de la Banque Régionale de Marchés ;
- les vérifications spécifiques et informations prévues par la loi ;
- le contrôle du respect de la réglementation bancaire.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration du 20 Avril 2016. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

FONCTIONNEMENT DES ORGANES SOCIAUX ET DU CONTRÔLE INTERNE

Nous avons procédé, conformément aux normes de la profession, à l'évaluation de l'environnement de contrôle et des procédures de contrôle interne au sein de la Banque.

Cet examen du contrôle interne s'inscrit dans le cadre de la démarche générale d'audit et principalement pour objectif d'identifier les zones de risques significatifs et d'orienter notre approche. L'examen auquel nous procédons dans cette circonstance, n'est pas un diagnostic détaillé et ne met pas nécessairement en évidence toutes les améliorations qu'une étude spécifique pourrait éventuellement révéler, notamment celles qui n'affectent pas de façon significative les comptes annuels.

Les principaux axes d'amélioration identifiés à l'issue de l'examen des procédures de contrôle interne, ont fait l'objet d'un rapport distinct adressé à la direction générale de la Banque.

OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables au Sénégal ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels annexés aux pages 6 à 21 ci-après sont, au regard des règles et principes comptables édictées par le Plan Comptable Bancaire de l'UEMOA, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Banque Régionale de Marchés à la fin de cet exercice.

RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION PRUDENTIELLE

Nous avons procédé aux vérifications spécifiques relatives au respect par la Banque des règles prudentielles applicables aux banques et établissements financiers.

Il ressort de ces vérifications, le non-respect des règles prudentielles suivantes :

Participation dans des entreprises autres que les banques, établissements financiers et sociétés immobilières :

Capital Invest : 100% (Max 25% du capital social)

BVS : 100% (Max 25% du capital social)

Chocosen : 100% (Max 25% du capital social)

BRM-AM : 60% (Max 25% du capital social)

Dakar, le 3 mai 2016

Les Commissaires aux Comptes

CABINET AZIZ DIEYE
Aziz DIEYE (Associé)

MAZARS SENEGAL
Hamadou TINI (Associé)



ÉTATS FINANCIERS RÉSUMÉS

Bilan résumé (au 31/12/2015)

Actif	Note	31/12/2015	31/12/2014	Écart	VAR
Caisse	1	40 699 330	94 078 580	- 53 379 250	- 57%
Créances interbancaires	1	10 710 869 583	20 032 613 513	- 9 321 743 930	- 47%
Créances sur la clientèle	2	132 958 223 541	108 652 457 068	24 305 766 473	22%
Titres de placement	3	133 520 455 059	115 025 514 236	18 494 940 823	16%
Immobilisations financières	4	1 067 046 586	167 046 586	900 000 000	539%
Immobilisations corporelles	5	2 758 456 973	260 380 318	2 498 076 655	959%
Immobilisations incorporelles	6	20 227 143	45 296 156	- 25 069 013	- 55%
Actionnaires et associés	7	505 800 000		505 800 000	
Autres actifs	8	11 847 453 642	6 668 119 621	5 179 334 021	78%
Comptes d'ordre et divers	9	471 163 638	783 651 810	- 312 488 172	- 40%
Total Actif		293 900 395 495	251 729 157 888	42 171 237 607	17%

Passif	Note	31/12/2015	31/12/2014	Écart	VAR
Dettes interbancaires	10	158 164 654 957	136 514 551 208	21 650 103 749	16%
Dettes à l'égard de la clientèle	11	98 220 990 213	85 347 465 526	12 873 524 687	15%
Dettes représentées par un titre	12	1 000 000 000	1 995 000 000	- 995 000 000	- 50%
Autres passifs	13	2 193 994 409	1 934 301 766	259 692 643	13%
Comptes d'ordre et divers	14	7 896 186 761	4 249 785 155	3 646 401 606	86%
Primes liées au capital	15	595 000 000	595 000 000		
Capital	15	8 300 000 000	7 000 000 000	1 300 000 000	19%
Réserves	15	3 304 208 134	2 735 025 131	569 183 003	21%
Report à nouveau (+/-)	15	8 688 846 100	7 563 475 748	1 125 370 352	15%
Résultat de l'exercice après impôt	15	5 536 514 921	3 794 553 355	1 741 961 566	46%
Total Passif		293 900 395 495	251 729 157 889	42 171 237 606	17%

Compte de résultat résumé (au 31/12/2015)

Charges	Note	31/12/2015	31/12/2014	Écart	VAR
Intérêts et charges assimilées	16	8 545 554 026	7 609 533 201	936 020 825	12%
Commissions		45 929 674	225 164 812	- 179 235 138	80%
Charges sur opérations financières		801 159 168	956 419 494	- 155 260 326	- 16%
Charges diverses d'exploitation bancaire		10 600 295	9 450 670	1 149 625	- 12%
Frais généraux d'exploitation	17	4 552 343 987	3 977 465 752	574 878 235	14%
Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations		137 354 856	146 550 659	- 9 195 803	- 6%
Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables		1 428 128 888	2 646 008 537	- 1 217 879 649	- 46%
Charges exceptionnelles		12 800 391	500 000	12 300 391	2 460%
Pertes sur exercices antérieurs		2 436 361	20 030 977	- 17 594 616	- 88%
Impôt sur le bénéfice		20 000 000	20 000 000		
Bénéfice net de la période		5 536 514 921	3 794 553 355	1 741 961 566	46%
Total Charges		21 092 822 567	19 405 677 457	1 687 145 110	9%

Produits	Note	31/12/2015	31/12/2014	Écart	VAR
Intérêts et produits assimilés		8 539 517 359	7 237 231 421	1 302 285 938	18%
Commissions		3 294 940 639	2 796 399 404	498 541 235	18%
Produits sur opérations financières		8 392 670 617	9 326 242 961	- 933 572 344	- 10%
Produits divers d'exploitation bancaire		3 360 000	6 212 823	- 2 852 823	- 46%
Reprises de provisions sur créances douteuses		842 670 688		842 670 688	
Produits exceptionnels		11 800 001	14 266 785	- 2 466 784	- 17%
Profits sur exercices antérieurs		7 863 263	25 324 063	- 17 460 800	- 69%
Total Produits		21 092 822 567	19 405 677 457	1 687 145 110	9%

Comptes hors bilan résumés (au 31/12/2015)

	31/12/2015	31/12/2014
Opérations effectuées pour le compte tiers	94 314 336 095	80 071 927 658
Valeurs à l'encaissement non disponibles	52 640 119 832	40 817 973 683
Comptes exigibles après encaissement	52 640 119 832	40 817 973 683
Titres clientèle	41 674 216 263	39 253 953 975
Engagements de financement	486 077 631	5 514 892 276
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	486 077 631	5 514 892 276
Engagements de garantie donnés	53 038 590 243	38 753 584 119
Engagements de garantie donnés en faveur de la clientèle	53 038 590 243	38 753 584 119
Engagements de garantie reçus	267 589 146 894	200 993 962 491
Engagements de garantie reçus de la clientèle	261 629 146 894	195 033 962 491
Engagements de garantie reçus des établissements de crédit	5 960 000 000	5 960 000 000
Engagements de financement reçus	2 000 000 000	2 000 000 000



RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

BASE D'ÉTABLISSEMENT ET DE PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers ont été préparés par application des conventions comptables de base, à savoir essentiellement : principe de prudence, de continuité de l'exploitation, de séparation des exercices et du coût historique et présentés selon les prescriptions fixées par le Plan Comptable Bancaire (PCB) en vigueur dans les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA).

FAITS GÉNÉRATEURS DES PRODUITS ET CHARGES

Les intérêts courus non échus sur les engagements à l'égard de la clientèle et sur l'interbancaire ainsi que les coupons courus sur les titres de placement, sont déterminés sur une base prorata temporis et sont pris en compte dans le résultat à la clôture de chaque exercice.

VALORISATION ET AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS

Les immobilisations figurent au bilan à leur valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés. Les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée des actifs concernés, selon la méthode linéaire :

- Mobilier et matériel de bureau	33.3%	3 ans
- Matériel de transport	25%	4 ans
- Logiciels	25%	4 ans
- Agencements et aménagements	25%	4 ans
- Frais d'établissement	20%	5 ans
- Matériel informatique	20%	5 ans

COMPTABILISATION ET VALORISATION DES TITRES POUR COMPTE PROPRE

Les règles applicables en matière de comptabilisation des titres de placement, d'évaluation et de valorisation du portefeuille, de cession et de dépréciation des titres, sont définies dans l'instruction 2001-03 de la BCEAO. En application de cette instruction :

- les titres de placement sont comptabilisés à la date de leur acquisition au prix d'achat, frais exclus, coupon couru exclu,
- la valeur d'entrée de la fraction de titres de placement cédée est estimée au coût moyen pondéré,
- les titres du marché monétaire sont évalués à chaque arrêté comptable au taux historique.
- le coupon couru sur les titres de placement est déterminé selon la méthode EXACT, qui tient compte du nombre de jours exacts de l'année (365 ou 366 jours).

La formule de calcul du coupon est la suivante :

$$CC = (n/N) \times C$$

CC = coupon couru
n = nombre de jours exacts séparant la date de dernier détachement de la date de règlement
N = nombre de jours exacts dans l'année
C = coupon nominal de l'obligation

COMPTABILISATION ET VALORISATION DES TITRES POUR COMPTE DE TIERS

Le portefeuille titres de la clientèle est suivi en hors bilan à la valeur d'acquisition des titres. Les titres cédés sortent également des comptes de hors bilan à leur valeur d'acquisition.

CONVERSION DES OPÉRATIONS EN DEVICES

Les opérations en devises sont enregistrées dans les comptes de position de change dans chacune des devises utilisées. La contrepartie des écritures en monnaie locale, associée à ces opérations, est enregistrée dans les comptes de contre-valeur de position de change.

À la clôture de l'exercice, les éléments d'actif, de passif et de hors bilan en devises, ainsi que les comptes de position de change



concernés sont évalués au cours communiqué par la Banque Centrale.

Les différences entre d'une part, les montants résultant de l'évaluation des comptes de position de change et d'autre part, les montants inscrits dans les comptes de contrepartie de position de change, sont portées au compte de résultat, par le débit ou le crédit des comptes de contre-valeur de position de change.



PRÉSENTATION DES NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

Note 1 / Opérations de trésorerie et opérations interbancaires - actif

Cette rubrique enregistre essentiellement les avoirs à vue auprès des établissements de crédit et de la Banque Centrale ainsi que les prêts interbancaires. Elle s'analyse comme suit :

Opérations de trésorerie et créances interbancaires	31/12/2015	31/12/2014	Écart	VAR
Billets et monnaies	40 699 330	94 078 580	- 53 379 250	- 57%
Créances interbancaires à vue	1 276 702 916	10 657 613 513	- 9 380 910 597	- 88%
Créances interbancaires à terme	9 434 166 667	9 375 000 000	59 166 667	1%
Total	10 751 568 913	20 126 692 093	- 9 375 123 180	- 47%

Les créances interbancaires à vue comprennent les avoirs à vue auprès de la BCEAO (FCFA 227 millions), des établissements de crédit implantés au Sénégal (461 millions), des établissements de crédit implantés au sien de l'UEMOA pour (FCFA 127 millions) et des correspondants bancaires en Europe (FCFA 462 millions).

Les créances interbancaires à terme comprennent les prêts accordés aux banques et établissements financiers.

Note 2 / Opérations avec la clientèle - actif

Cette rubrique comprend les concours à la clientèle sous forme de crédits et d'escompte ainsi que les comptes courants débiteurs de la clientèle. Elle se décompose comme suit :

Créances sur la Clientèle	31/12/2015	31/12/2014	Écart	VAR
Portefeuille d'effets commerciaux	3 708 385 095	3 566 680 179	141 704 916	4%
Autres concours à la clientèle	79 711 038 413	78 385 562 451	1 325 475 962	2%
Comptes ordinaires débiteurs	8 355 866 913	10 192 006 384	- 1 836 139 471	- 18%
Affacturation	41 182 933 120	16 508 208 054	24 674 725 066	149%
Total	132 958 223 541	108 652 457 068	24 305 766 473	22%

Les autres concours à la clientèle comprennent essentiellement les crédits à court terme qui sont des facilités d'une durée inférieure à deux (2) ans et les crédits à moyen terme qui sont d'une durée comprise entre 2 – 10 ans.

Note 3 / Opérations sur titres

Le portefeuille de titres de placement comprend pour l'essentiel des titres du marché monétaire (bons du trésor) et des obligations émises par adjudications organisées par la BCEAO. Les titres État du Sénégal représentent en FCFA 12 453 millions du total contre 121 067 millions de titres des pays de l'UEMOA (Côte d'Ivoire, Mali, Bénin, Togo).

	31/12/2015	31/12/2014	Écart	VAR
Titres de placement	133 520 455 059	115 025 514 236	18 494 940 823	16%

Note 4 / Immobilisations financières

	31/12/2015	31/12/2014	Écart	VAR
Titres de participation	1 067 046 586	167 046 586	900 000 000	539%

Les immobilisations financières représentent essentiellement la participation de BRM au capital :

- de filiales pour 150 millions de FCFA.
- GIM UEMOA pour 15 millions de FCFA.
- Swift pour 2 millions de FCFA
- Chocosen pour 900 millions de FCFA

Note 5 / Immobilisations corporelles

Cette rubrique enregistre les immobilisations acquises ou bien en cours d'acquisition. La rubrique se décompose comme suit :

Immobilisations corporelles	31/12/2015	31/12/2014	Écart	VAR
Immobilisations en cours	35 244 923		35 244 923	100%
Immobilisations d'exploitation	228 919 481	260 380 318	- 31 460 837	- 12%
Immobilisation hors exploitation	2 494 292 569		2 494 292 569	
Total	2 758 456 973	260 380 318	2 498 076 655	959 %

Les acquisitions de l'exercice 2015 s'élèvent à 2 614 millions de FCFA et concernent essentiellement des immobilisations acquises par réalisation de garantie pour 2 494 millions.

Note 6 / Immobilisations incorporelles

Immobilisations incorporelles	31/12/2015	31/12/2014	Écart	VAR
Immobilisations en cours				
Immobilisations d'exploitation	20 227 143	45 296 156	- 25 069 013	- 55%
Total	20 227 143	45 296 156	- 25 069 013	- 55%

Les immobilisations correspondent aux logiciels et aux frais d'augmentation de capital non encore amortis.

Note 7 / Actionnaires et associés

	31/12/2015	31/12/2014	Écart	VAR
Capital appelé non versé	505 800 000		505 800 000	100%

Cette rubrique enregistre le capital appelé non versé, suite à l'augmentation de capital ramenant ce dernier à 7 milliards.

Note 8 / Autres actifs

La rubrique "autres actifs" s'analyse comme suit :

Autres actifs	31/12/2015	31/12/2014	Écart	VAR
Débiteurs divers	4 071 547 557	470 031 463	3 601 516 094	766%
Créances rattachées	7 630 240 321	6 083 195 400	1 547 044 921	25%
Dépôts et cautionnement	145 665 764	114 892 758	30 773 006	27%
Total	11 847 453 642	6 668 119 621	5 179 334 021	78%

Les débiteurs divers comprennent essentiellement la valeur d'adjudication du terrain donné en garantie par un client pour 872 millions ainsi que l'avance faite à OPI pour l'acquisition du terrain devant abriter le siège de la banque pour 1 710 millions.

Les créances rattachées renferment les intérêts courus non échus sur les titres de placement et sur les crédits accordés à la clientèle.

Note 9 / Comptes d'ordre et divers

Les comptes d'ordre et divers s'analysent comme suit :

	31/12/2015	31/12/2014	Écart	VAR
Comptes d'ordre et divers	471 163 638	783 651 810	- 312 488 172	- 40%

Les comptes d'ordre et divers renferment les charges constatées d'avance pour 169 millions de FCFA ainsi que les divers pour 302 millions.

Les divers sont constitués des comptes d'attente actifs.

Note 10 / Opérations de trésorerie et opérations interbancaires - passif

La rubrique opérations de trésorerie et opérations interbancaires s'analyse comme suit :

	31/12/2015	31/12/2014	Écart	VAR
Dépôts à vue des banques	3 538 432 095	2 488 050 110	1 050 381 985	42%
Emprunts interbancaires	154 626 222 862	134 026 501 098	20 599 721 764	15%
Total	158 164 654 957	136 514 551 208	21 650 103 749	16%

Les dépôts à vue des banques englobent les soldes de nos comptes ouverts chez les correspondants étrangers.

Les dépôts des banques comprennent les dépôts à terme reçus des établissements de crédit pour 4 160 millions de FCFA, les refinancements obtenus de la BCEAO au titre des adjudications périodiques (FCFA 74 664 millions), les emprunts à terme obtenus auprès des établissements de crédit (FCFA 39 050 millions) et les pensions à terme (FCFA 36 752 millions).

Note 11 / Dépôts de la clientèle

Cette rubrique enregistre principalement les comptes ordinaires créditeurs, les dépôts reçus de la clientèle. Elle se décompose comme suit en fonction des caractéristiques des dépôts :

	31/12/2015	31/12/2014	Écart	VAR
Dépôts à vue	35 868 946 587	23 533 485 807	12 335 460 780	52%
Dépôts à terme	61 152 479 395	53 507 036 592	7 645 442 803	14%
Comptes d'épargne à terme	179 564 231	136 943 127	42 621 104	31%
Bons de caisse	1 020 000 000	8 170 000 000	- 7 150 000 000	- 88%
Total	98 220 990 213	85 347 465 526	12 873 524 687	15%

Note 12 / Dettes représentées par un titre

Cette rubrique enregistre les certificats de dépôt et s'analyse ainsi :

	31/12/2015	31/12/2014	Écart	VAR
Certificat de dépôt	1 000 000 000	1 995 000 000	- 995 000 000	-50%

Note 13 / Autres passifs

	31/12/2015	31/12/2014	Écart	VAR
Dettes rattachées	1 512 581 128	1 452 529 267	60 051 861	4%
Créditeurs divers	681 413 281	481 772 498	199 640 783	41%
Total	2 193 994 409	1 934 301 765	259 692 644	13%

Les autres passifs enregistrent les créditeurs divers pour 681 millions, les intérêts dus sur les emprunts interbancaires (FCFA 388 millions), sur les dépôts de la clientèle (FCFA 1 105 millions) et sur les certificats de dépôts (FCA 20 millions).

Les « créditeurs divers » comprennent essentiellement les taxes sur les opérations bancaires pour 452 millions de FCFA, l'impôt sur le revenu pour 109 millions.

Note 14 / Comptes d'ordre et divers

	31/12/2015	31/12/2014	Écart	VAR
Compte d'ordre et divers	7 896 186 761	4 249 785 155	3 646 401 606	86%

Les comptes d'ordre et divers comprennent les intérêts précomptés sur les facilités à court terme de la clientèle (4 229 millions FCFA), les bons du trésor (443 millions FCFA), les charges à payer (580 millions FCFA), et les comptes d'attente passifs (2 018 millions FCFA).

Note 15 / Capitaux propres et ressources assimilées

Tableau de variation des capitaux propres

Libellés	31/12/2014	Augmentation	Diminution	31/12/2015
Réserves	2 735 025 131	569 183 003	0	3 304 208 134
Capital appelé	7 000 000 000	1 300 000 000	0	8 300 000 000
Report à nouveau crédité	7 563 475 748	1 125 370 352	0	8 688 846 100
Primes liées au capital	595 000 000	0	0	595 000 000
Résultat	3 794 553 355	5 536 514 921	3 794 553 355	5 536 514 921
Total	21 688 054 234	8 531 068 276	3 794 553 355	26 424 569 155

Le résultat de 2014 a été réparti après distribution de dividendes pour un montant de 2 100 millions de FCFA, en réserves pour 569 millions de FCFA et en report à nouveau pour 1 125 millions de FCFA conformément à la décision de l'assemblée générale.

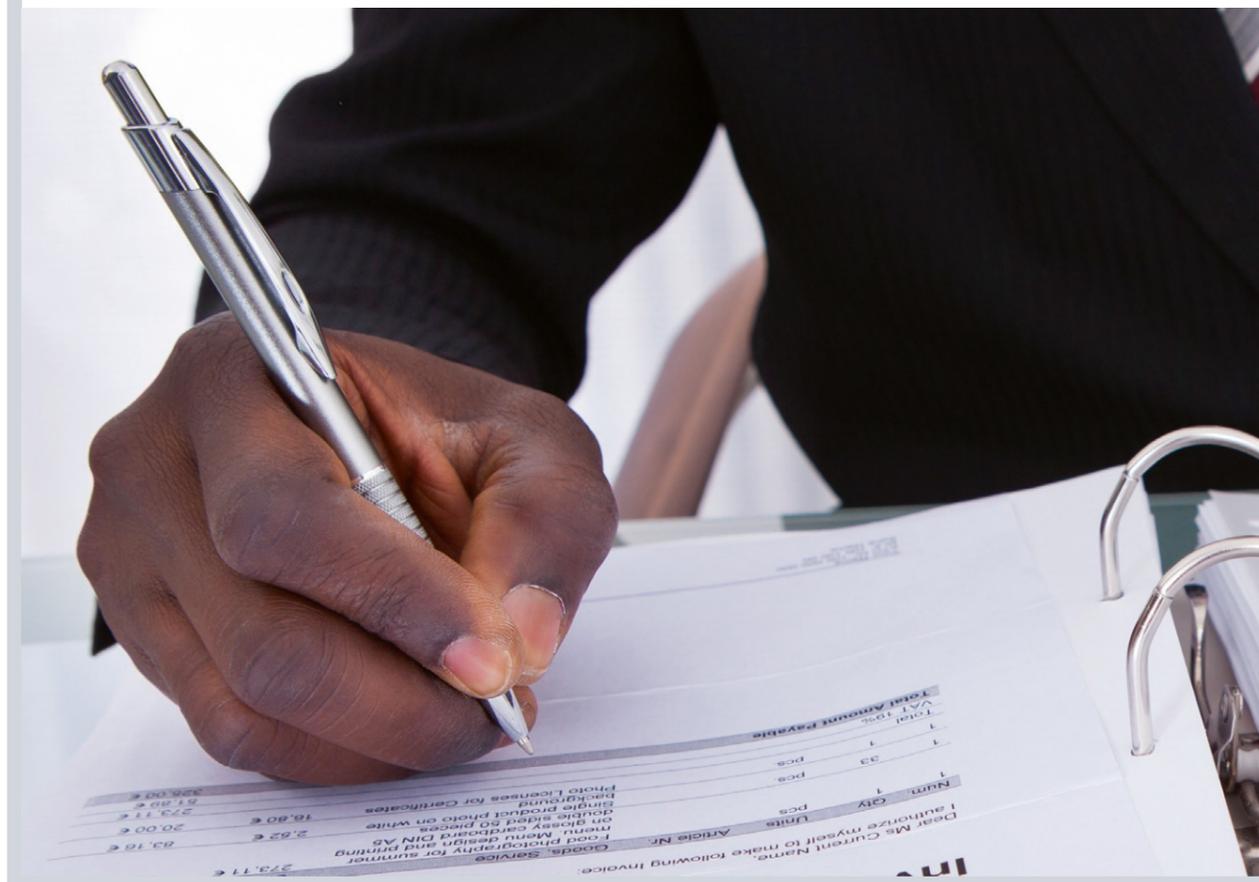
Le capital de la banque a été augmenté de 1 300 millions en 2015.

Note 16 / Charges bancaires

Charges bancaires	31/12/2015	31/12/2014	Écart	VAR
Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	5 221 728 441	4 579 330 913	642 397 528	14%
Charges sur opérations avec la clientèle	3 202 912 707	2 842 475 356	360 437 351	13%
Charges sur opérations sur titres et opérations diverses	120 912 878	187 726 932	- 66 814 054	- 36%
Charges sur opérations financières	801 159 168	956 419 494	- 155 260 326	- 16%
Charges diverses d'exploitation bancaires	10 600 295	9 450 670	1 149 625	12%
Total	9 357 313 489	8 575 403 365	781 910 124	9%

Note 17 / Frais généraux d'exploitation

Frais généraux d'exploitation	31/12/2015	31/12/2014	Écart	VAR
Loyers, entretien et réparations	302 690 145	261 991 348	40 698 797	16%
Primes d'assurance	39 090 649	97 936 983	- 58 846 334	- 60%
Redevances crédit bail	38 679 507	39 240 173	- 560 666	- 1%
Rémunérations prestataires, intermédiaires et honoraires	103 607 059	69 753 182	33 853 877	49%
Frais postaux et télécommunications	103 801 481	128 769 194	- 24 967 713	- 19%
Rémunérations administrateurs	100 000 000	100 000 001	- 1	
Charges diverses d'exploitation	1 466 580 398	1 234 950 584	231 629 814	19%
Frais de personnel	2 397 894 748	2 044 824 287	353 070 461	17%
Total	4 552 343 987	3 977 465 752	574 878 235	14%



Dispositif prudentiel

RATIOS	2015	2014	Norme BCEAO
1. Contrôle des immobilisations hors exploitation et des participations dans les sociétés immobilières			
<u>Participations + immobilisations hors exploitation</u> Fonds Propres Effectifs (FPE)	11,8%	0%	Max 15%
2. Contrôle des immobilisations et des participations			
<u>Total des actifs immobilisés</u> Fonds Propres Effectifs (FPE)	18%	3%	Max 100%
3. Contrôle des crédits aux personnes participant à la direction, administration, gérance, contrôle et fonctionnement des banques et établissements financiers			
<u>Montant des concours</u> Fonds Propres Effectifs (FPE)	4%	4%	Max 20%
4. Risques couverts par les fonds propres effectifs			
<u>Fonds Propres Effectifs (FPE)</u> Total des risques retenus	49,6%	43%	Min 8%
5. Coefficient de liquidité			
<u>Actifs liquides</u> Passif exigible	84%	56%	Min 75%
6. Coefficient de couverture des emplois à moyen et long terme par des ressources stables			
<u>Ressources stables</u> Emplois à moyen et long terme	61%	64%	Min 50%
7. Coefficient de division des risques			
Total des engagements atteignant 25% FPE	0	0	Max (8x FPE=169 544)



Révéléateur de valeurs

Banque Régionale de Marchés
Immeuble La Rotonde
Avenue A. A. Ndoye X Rue du
Dr. Thèze – BP 32 040 Dakar Ponty, Sénégal
tél.: +221 33 889 60 80
fax: +221 33 823 63 83
www.brmbank.com

Banque Régionale de Marchés
Immeuble La Rotonde
Avenue A. A. Ndoye X Rue du
Dr. Thèze – BP 32 040 Dakar Ponty, Sénégal
tél.: +221 33 889 60 80
fax: +221 33 823 63 83
www.brmbank.com

